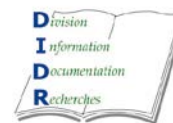


28 février 2017



La mafia des sourds-muets

Résumé :

Situation générale des sourds et malentendants en Ukraine : droits des personnes handicapées, lacunes systémiques dans l'application des lois, situation des enfants placés dans les institutions publiques. Mendicité forcée des sourds-muets ukrainiens à l'étranger.

Abstract:

General situation of persons with hearing disabilities in Ukraine: rights of persons with disabilities, systemic gaps in law implementation, situation of children placed in public institutions. Ukrainian deaf-mutes forced begging abroad.

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Situation générale des sourds et malentendants en Ukraine.....	3
1.1. Droits des personnes handicapées.....	3
1.2. Lacunes systémiques dans l'application des lois.....	3
1.3. Situation des enfants placés dans les institutions publiques.....	4
2. Mendicité forcée des sourds-muets ukrainiens à l'étranger.....	5
Bibliographie.....	7

Nota : Les traductions des sources en langues étrangères sont assurées par la DIDR.

1. Situation générale des sourds et malentendants en Ukraine

1.1. Droits des personnes handicapées

Selon un rapport publié en août 2015 par la Commission des Nations Unies pour les droits des personnes handicapées (CRPD), on compte 300 000 personnes handicapées en Ukraine (enfants et adultes) dont 30 000 vivent dans des instituts spécialisés¹. L'Ukraine a signé la Convention internationale pour les droits des personnes handicapées et développé un programme de réinsertion pour la période 2011-2020². La CRPD relève des progrès dans certains domaines : depuis 2012, le Parlement d'Ukraine a voté plusieurs lois pour la prévention de la discrimination envers les personnes handicapées et des sanctions ont été introduites pour les municipalités ne respectant pas les droits des handicapés³. Ces amendements, promulgués le 13 janvier 2012, prévoient en outre d'associer les associations de handicapés à l'aménagement municipal⁴. La CRPD relève que le nombre d'enfants handicapés admis dans l'enseignement secondaire augmente de 10% par an pour la période 2012-2015 et que des programmes adaptés ont été introduits dans l'enseignement préscolaire⁵. Selon le rapport de la Commission des droits sociaux du Conseil de l'Europe, publié en janvier 2017, les personnes handicapées sont protégées par la Loi n° 5207-VI du 6 septembre 2012 qui interdit toute discrimination basée sur la croyance, le sexe, l'âge, le handicap, etc., dans les domaines de l'éducation, du service public et de l'emploi⁶.

Un rapport adressé par le gouvernement ukrainien à la CRPD, remis en avril 2012 et rendu public le 12 novembre 2014, précise qu'on comptait en 2011 environ 50 000 sourds et malentendants en Ukraine ; pendant la même année, l'audiovisuel public et la Société ukrainienne des personnes sourdes ont diffusé 5 460 heures de programmes adaptés à ce handicap. Il y avait 556 interprètes en langue des signes permettant aux sourds et malentendants de communiquer avec les services publics⁷. La langue des signes est reconnue officiellement depuis 2015 dans l'usage administratif ; la délégation ukrainienne admet toutefois que le droit à la communication en langue des signes n'est pas entièrement assuré dans le pays⁸.

1.2. Lacunes systémiques dans l'application des lois

La CRPD relève que la législation et le traitement des personnes handicapées présentent toujours des « lacunes systémiques » (*systemic gaps*) ; les allocations pour handicapé, d'un montant de 40 euros par mois, sont insuffisantes pour leurs besoins ; les parents d'enfants handicapés sont fortement incités par les services publics à les placer dans des

¹ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § "Introduction". Texte anglais : "Experts were concerned about the high level of abandonment of children with disabilities including in conflict areas, and the widespread institutionalization and violation of the rights of children with disability in care homes, including organ trafficking and sexual exploitation and abuse."

² Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § "Introduction". Texte anglais : "Experts were concerned about the high level of abandonment of children with disabilities including in conflict areas, and the widespread institutionalization and violation of the rights of children with disability in care homes, including organ trafficking and sexual exploitation and abuse."

³ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § « Presentation of the Report ».

⁴ US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2012 – Ukraine", 19/04/2013, § "Persons with Disabilities".

⁵ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § « Presentation of the Report ».

⁶ Conseil de l'Europe, "European Committee of Social Rights Conclusions 2016; Ukraine", 01/2017.

⁷ UN Committee on the Rights of Persons with Disabilities - Government of Ukraine, "Consideration of reports submitted by States parties under article 35 of the Convention; Initial reports of States parties due in 2012; Ukraine", 12/11/2014. [12/04/2012], p. 32-33.

⁸ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § « Response by the Delegation ».

instituts⁹. Un rapport du Département d'Etat américain, pour l'année 2015, estime à 150 000 environ le nombre d'enfants handicapés dont 70 000 confiés aux soins des services publics¹⁰ ; ce rapport confirme que la législation incite les parents à placer ces enfants dans des institutions mais que celles-ci manquent du financement et du personnel nécessaires et offrent peu de possibilités de formation professionnelle¹¹. En 2014, l'Ombudsman d'Ukraine a enregistré 4 000 plaintes relatives aux droits des handicapés¹². Le Département d'Etat américain et le Conseil de l'Europe relèvent qu'en général, les lois en faveur des handicapés dans l'espace public et les entreprises sont peu appliquées faute de moyens¹³. La CRPD précise en outre que le coût financier du conflit armé en Ukraine, depuis 2014, entraîne des coupures budgétaires, notamment au détriment du traitement des handicapés¹⁴.

En 2015, les autorités ukrainiennes affirment avoir rapatrié dans les zones sous contrôle gouvernemental la plupart des enfants handicapés qui se trouvaient dans les instituts des « territoires occupés » dans l'est du pays, des négociations étant en cours pour évacuer ceux qui s'y trouvent encore (107 enfants dans deux centres)¹⁵.

Les sources ne précisent pas le nombre de sourds et malentendants se trouvant dans des instituts spécialisés.

1.3. Situation des enfants placés dans les institutions publiques

Selon le Département d'Etat américain, dans ses rapports de 2015 et 2016 sur le trafic d'êtres humains, entre 82 000 et 200 000 enfants sont placés dans des orphelinats publics ; plusieurs cas ont été signalés où des enfants placés dans ces institutions avaient été victimes d'exploitation sexuelle ou de travail forcé avec la complicité du personnel de ces centres ; aucun de ces cas n'a donné lieu à des enquêtes, poursuites ou condamnations à l'encontre des fonctionnaires responsables¹⁶.

Selon les experts de la CRPD, on constate un taux élevé d'abandon d'enfants handicapés, notamment dans les zones de conflit de l'est du pays, avec une « pratique habituelle du placement en institution avec violation des droits des enfants handicapés dans les centres d'hébergement, y compris [des cas de] trafic d'organes, exploitation sexuelle et sévices »¹⁷.

⁹ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § "Introduction". Texte anglais : "Experts were concerned about the high level of abandonment of children with disabilities including in conflict areas, and the widespread institutionalization and violation of the rights of children with disability in care homes, including organ trafficking and sexual exploitation and abuse."

¹⁰ US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 – Ukraine", 13/04/2016, § "Persons with Disabilities".

¹¹ US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 – Ukraine", 13/04/2016, § "Persons with Disabilities".

¹² Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § « Response by the Delegation ».

¹³ Conseil de l'Europe, "European Committee of Social Rights Conclusions 2016; Ukraine", 01/2017. US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2012 – Ukraine", 19/04/2013, § "Persons with Disabilities".

¹⁴ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § "Introduction". Texte anglais : "Experts were concerned about the high level of abandonment of children with disabilities including in conflict areas, and the widespread institutionalization and violation of the rights of children with disability in care homes, including organ trafficking and sexual exploitation and abuse."

¹⁵ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § « Response by the Delegation ».

¹⁶ US Department of State, "Trafficking in Persons Report 2016 - Ukraine", 30/06/2016. Id., "Trafficking in Persons Report- 2015 - Ukraine", 27/07/2015.

¹⁷ Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015, § "Introduction". Texte anglais : "Experts were concerned about the high level of abandonment of children with disabilities including in conflict areas, and the widespread institutionalization and violation of the rights of children with disability in care homes, including organ trafficking and sexual exploitation and abuse."

Un film de fiction ukrainien, « The Tribe » (en ukrainien : Плем'я / Plemya) de Myroslav Slaboshpytskiy, sorti en 2014, présente l'histoire d'un groupe d'adolescents, garçons et filles, vivant dans un institut pour sourds-muets. Les plus âgés des pensionnaires, eux-mêmes sourds-muets, forment un gang qui enrôle de force les plus jeunes pour se livrer au vol avec violence, à la prostitution, au trafic de drogue. Le cinéaste affirme que son scénario, rédigé en 2011, se fonde sur des témoignages de jeunes sourds-muets et sur des affaires criminelles authentiques ; selon lui, ces gangs juvéniles ne sont que la première étape conduisant à des groupes mafieux organisés, très fermés, entièrement constitués de sourds-muets, qui contrôlent aussi bien des activités de banditisme que des « petits vendeurs sourds-muets qui proposent des petits gadgets dans le métro »¹⁸.

2. Mendicité forcée des sourds-muets ukrainiens à l'étranger

Entre 2000 et 2016, plusieurs réseaux de mendicité forcée exploitant des handicapés ukrainiens ont été signalés en Europe et au Proche-Orient.

En France, selon un article du quotidien Libération, un tel réseau désigné comme « mafia noire » a fonctionné entre 1995-1996 et 2000 à Bordeaux, Lille, Strasbourg, Marseille et Toulouse avant d'être démantelé. Les sourds-muets, recrutés sous le couvert d'une « organisation caritative » en Ukraine, Russie, Biélorussie, Moldavie et Roumanie, entraient en France avec un visa de tourisme et de fausses promesses d'embauche ; devenus clandestins, ils mendiaient dans les trains ou les restaurants, déposant des petits papiers sur les banquettes pour proposer de menus objets en échange d'un peu d'argent. Chaque mendiant devait verser un « loyer » mensuel de 7 000 francs (1 067 euros) pour pouvoir exercer son activité et dormir dans un squat tenu par le gang. Le chef du gang, lui-même sourd et muet, aurait accumulé dans un de ses logements un trésor d'un million de francs. Les enquêteurs soupçonnent l'existence de réseaux semblables opérant Espagne, Allemagne, Autriche, Grèce et Portugal¹⁹.

Un rapport publié en 2013 par le Conseil des Etats de la Baltique²⁰ mentionne l'existence d'un autre réseau en Pologne. Vers 2012-2013 (date exacte non précisée), à Rzeszów dans le sud-est de la Pologne, près de la frontière ukrainienne, les autorités polonaises découvrent des femmes et enfants roms ukrainiens, originaires des régions pauvres de l'Ukraine, obligés à mendier dans la rue ; les mères étaient dirigées par deux femmes ukrainiennes qui leur confisquaient leur passeport et leur ordonnaient de ramener entre 200 et 800 zlotys par jour (50 à 200 euros). Les enfants étaient choisis de préférence parmi les handicapés et parfois confiés à une autre mère que la leur ; la source ne précise pas la nature du handicap. Au total, le réseau exploitait environ 40 mendiants, moitié de femmes et moitié d'enfants, dans six villes de Pologne. Les organisateurs du réseau étaient tous ukrainiens sauf leur chef, de nationalité moldave, lequel était en fuite à la date du rapport. Quatre organisateurs sont condamnés par la justice polonaise à des peines de trois à quatre ans de prison au titre des articles 258 et 253 du Code pénal (loi sur le trafic d'êtres humains), d'autres faisant l'objet de poursuites en Ukraine²¹.

En août 2016, un réseau exploitant des mendiants sourds-muets d'Europe de l'Est est démantelé en Israël à l'issue d'une enquête de l'Autorité de la population, de l'immigration et des frontières. Les organisateurs, résidant à Rishon Letzion, Ashkelon, Netanya et Bat Yam (côte méditerranéenne), faisaient venir des sourds-muets d'Ukraine, Moldavie, Roumanie et Estonie, les faisaient entrer en Israël avec un visa de tourisme et

¹⁸ The Guardian, « The Tribe review – deaf-school drama is shocking, violent and unique », 13/05/2015. Vice, « The Tribe est le meilleur – et l'unique – film sur la mafia des jeunes sourds et muets ukrainiens », 07/10/2014.

¹⁹ Libération, « La mafia des esclaves du silence. Un réseau ukrainien qui exploitait les sourds-muets a été démantelé », 06/05/2000.

²⁰ Groupe de coopération régionale auquel participent la Commission européenne et 11 Etats de la région de la mer Baltique ; l'Ukraine n'en fait pas partie. Council of the Baltic Sea States, « Council », n.d.

²¹ Council of the Baltic Sea States, Child Centre, Expert Group for Cooperation on Children at Risk, « Children trafficked for exploitation in begging and criminality », 10/02/2013, p.

leur confisquaient leur passeport ; ils exploitaient aussi des handicapés israéliens et palestiniens. Les victimes devaient mendier de 14 à 16 heures par jour dans les transports et les lieux publics, présentant aux passants des papiers et des poupées ; chaque mendiant ramenait aux organisateurs une recette moyenne de 1 500 à 2 000 shekels (373 à 497 euros) et ne gardait pour lui que 200 shekels. Selon les autorités israéliennes citées par le quotidien Haaretz, six organisateurs présumés ont été arrêtés pour « trafic d'êtres humains, séquestration, travail forcé, violence, viol, rétention de passeport et crime organisé »²² ; une des victimes aurait peut-être subi un viol. Selon la même source, les autorités israéliennes ont découvert depuis 2013 plusieurs groupes exploitant des sourds-muets d'Europe de l'Est, souvent recrutés à travers des sites de rendez-vous pour sourds-muets ; plusieurs dizaines de victimes ont été renvoyées dans leur pays d'origine ces dernières années²³. Un article du blog francophone It's Ukraine, citant le site d'information russophone NEWSru.co.il, mentionne la même affaire en précisant que les victimes ukrainiennes arrivaient en Israël avec un visa de tourisme de 90 jours²⁴.

²² Texte anglais : "human trafficking, false imprisonment, forced labor, assault, rape, withholding passports and conspiring to commit a crime."

²³ Haaretz, "Police Crack Ring That Smuggled Deaf Eastern Europeans Into Israel to Work as Beggars", 23/08/2016.

²⁴ Nouvelles de l'Ukraine, « En Israël, les suspects arrêtés dans l'exploitation du travail des sourds-muets de l'Ukraine », 22/08/2016.

Bibliographie

[Sites web consultés en février 2015]

Institutions internationales et européennes

Conseil de l'Europe, "European Committee of Social Rights Conclusions 2016; Ukraine", 01/2017,

http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1486115413_cr-2016-ukr-eng.pdf

UNHCR, "Ukraine; Refugees and Internally Displaced People with Disabilities; October 2016", 10/2016,

http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1429870136_g1421218.pdf

UN Committee on the Rights of Persons with Disabilities - Government of Ukraine, "Consideration of reports submitted by States parties under article 35 of the Convention; Initial reports of States parties due in 2012; Ukraine", 12/11/2014. [12/04/2012]

http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1429870136_g1421218.pdf

UNHCR, "Strengthening Protection of Persons with Disabilities in Forced Displacement; The situation of refugees and internally displaced persons (IDPs) with disabilities in Ukraine", 04/2016,

http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1469100942_strengthening-protection-of-persons-with-disabilities-final.pdf

Council of the Baltic Sea States, Child Centre, Expert Group for Cooperation on Children at Risk, "Children trafficked for exploitation in begging and criminality", 10/02/2013,

http://www.childcentre.info/public/Childtrafficking_begging_crime.pdf

Haut Commissariat aux droits de l'homme (OHCHR), "Committee on the Rights of Persons with Disabilities considers initial report of Ukraine", 20/08/2015,

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16336&LangID=E>

Institutions nationales

UK Home Office, "Country Information and Guidance Ukraine: Victims of trafficking", 05/2016,

http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1465464100_cig-ukraine-organised-crime-v-2-0.pdf

US Department of Labor, "2015 Findings on the Worst Forms of Child Labor – Ukraine", 30/09/2016,

http://www.ecoi.net/file_upload/5250_1480947064_ukraine.pdf

US Department of State, "Trafficking in Persons Report 2016 - Ukraine", 30/06/2016,

<https://www.state.gov/documents/organization/258882.pdf>

US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2015 – Ukraine", 13/04/2016,

<https://www.state.gov/documents/organization/253123.pdf>

U.S. Department of State, "Trafficking in Persons Report- 2015 - Ukraine", 27/07/2015,

<https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2015/243556.htm>

US Department of State, "Country Reports on Human Rights Practices for 2012 – Ukraine", 19/04/2013,
<https://www.state.gov/documents/organization/204561.pdf>

Médias

Haaretz, "Police Crack Ring That Smuggled Deaf Eastern Europeans Into Israel to Work as Beggars", 23/08/2016,
<http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.738089>
http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.738089?=&ts=_1485341459709

The Guardian, "The Tribe review – deaf-school drama is shocking, violent and unique", 13/05/2015,
<https://www.theguardian.com/film/2014/oct/17/the-tribe-review-deaf-mute-miroslav-slaboshpytskiy>

Vice, « The Tribe est le meilleur – et l'unique – film sur la mafia des jeunes sourds et muets ukrainiens », 07/10/2014,
<https://www.vice.com/fr/article/the-tribe-sourds-muets-gangs-909>

La Dépêche, « Des sourds muets peut-être exploités par une mafia », 28/06/2000,
<http://www.ladepeche.fr/article/2000/06/28/97484-des-sourds-muets-peut-etre-exploites-par-une-mafia.html>

Libération, « La mafia des esclaves du silence. Un réseau ukrainien qui exploitait les sourds-muets a été démantelé », 06/05/2000,
http://www.liberation.fr/societe/2000/05/06/la-mafia-des-esclaves-du-silence-un-reseau-ukrainien-qui-exploitait-les-sourds-muets-a-ete-demantele_324536

Blogs

Nouvelles de l'Ukraine, « En Israël, les suspects arrêtés dans l'exploitation du travail des sourds-muets de l'Ukraine », 22/08/2016,
<http://fr.reporter-ua.ru/en-israel-les-suspects-arretes-dans-l'exploitation-du-travail-des-sourds-muets-de-lukraine.html>